

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com



SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Infrastructures de communication

L'Afrique du Sud lance bientôt son propre satellite

L'Afrique du Sud ambitionne de devenir un fournisseur de services télécoms, notamment pour les autres pays du continent. À cet effet, le pays ... • (Page 06)

Santé

Les règles de consultation chez le dentiste

D'après le gouvernement français, 6 millions de personnes ont bénéficié du dispositif 100 % santé pour des soins ... • (Page 11)



FONI 2022/ lancement du GURFI à Lomé/Togo • (Pages 03 & 04)

« Afrik Créances va amener de grands changements », dixit Blaise Ahouantchedé



Conseil National du Patronat • (Page 02)

La nouvelle équipe dirigeante connue ce mercredi 25 mai

CGLU Afrique

La Mauritanienne Fatimetou Abdel Malick élue Présidente

Déroulé du 17 au 21 mai 2022 à Kisumu, au Kenya, le Sommet Africités 9 n'a pas ... • (Page 10)

Soutien à la production agricole

Des tonnes d'engrais en exportation du Bénin arraisonnés

En dépit des mises en garde du gouvernement, des citoyens continuent de faire sortir ... • (Page 11)

Lutte contre la traite des enfants

Les ministres en charge des droits humains en réunion ce 26 mai

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Bureau Régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de ... • (Page 11)

Investissement

Une délégation turque à la GDIZ

Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) a reçu le mercredi 18 mai 2022, la visite d'une délégation de la Turquie composée de Engin Tuncer, Consul Honoraire d'Istanbul ... • (Page 11)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	614.01	655.95	772.01	1.47	79.20	38.96	4.8	92.32	167.18	7.91

Conseil National du Patronat

La nouvelle équipe dirigeante connue ce mercredi 25 mai

Après la double Assemblée générale : ordinaire et extraordinaire, tenue le jeudi 28 avril 2022, le Conseil national du patronat (CNP-Bénin) se retrouve, mercredi 25 mai 2022, en Assemblée générale électorale. L'annonce a été faite à l'occasion de la conférence de presse organisée par le patronat le lundi 23 mai.



• Bernard Kossi Hounnoui, DE/CNP-Bénin

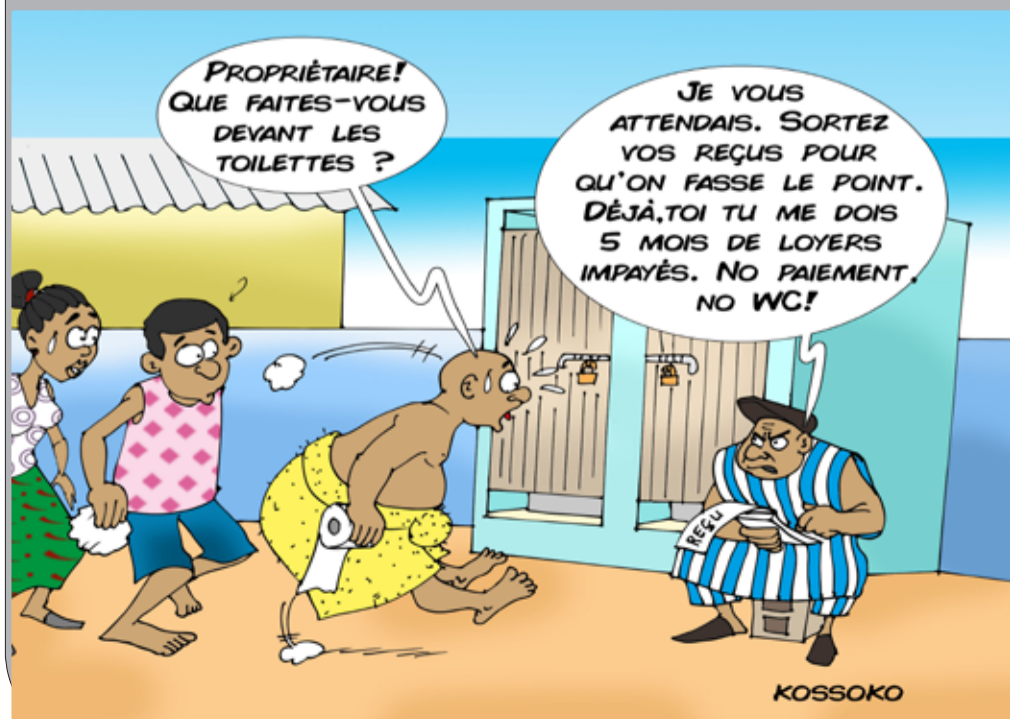
• S.T.

Le Conseil national du patronat (CNP-Bénin), s'apprête à faire peau neuve. Au lendemain des Assemblées générales ordinaire et extraordinaire qui ont respectivement permis aux membres de l'organisation syndicale des employeurs d'examiner les rapports d'activités et financier de l'exercice 2018-2021 et d'étudier le projet de budget 2022, puis d'amender les nouveaux textes de l'association, les membres éligibles sont attendus, mercredi 23 mai, pour désigner la nouvelle équipe dirigeante. « Le programme de développement dans tout pays est défini par le gouvernement mais sa mise en œuvre incombe aussi bien au gouvernement qu'au secteur privé. Donc le CNP Bénin est là pour accompagner le gouvernement dans la mise en

œuvre de sa politique. », a fait savoir Bernard Kossi Hounnoui, Directeur exécutif du CNP-Bénin à l'entame de son adresse, pour montrer l'importance de l'institution qui réunit les employeurs du Bénin. A l'en croire, suivant les nouveaux textes adoptés, l'organe suprême de l'institution, après l'Assemblée Générale (AG), est le Conseil d'Administration qui est désormais l'organe administratif. Il est constitué de 25 membres ou administrateurs désignés par catégorie de cotisation. Des 25 membres, sortira demain mercredi 25 mai, un Bureau Exécutif composé de huit (08) membres. Lequel Bureau aura à mettre en application les plans définis par le Conseil d'Administration. Ceci, avec la complicité d'une Direction Générale instituée par les nouveaux textes. Selon les explications de Kossi

Hounnoui, la première catégorie est constituée de ceux qui paient 200 mille FCFA ; la deuxième : entre 200.001 et 500.000 FCFA ; la troisième : entre 500.001 et 1.000.000 FCFA ; la quatrième : entre 1.000.001 et 3.000.000 FCFA ; la cinquième : entre 3.000.001 et 5.000.000 FCFA ; la sixième : entre 5.000.001 et 7.000.000 FCFA ; et la septième : supérieure à 7.000.000 FCFA. En fonction des différentes contributions, les quotas sont définis à chaque catégorie. Les regards sont donc tournés vers la fatidique date du 25 mai pour connaître le nouveau visage du CNP Bénin : le Président, le 1er Vice-Président, le 2ème Vice-Président, le 3ème Vice-Président, le Secrétaire Général, le Secrétaire Général Adjoint, le Trésorier Général, et le Trésorier Général Adjoint.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Nigeria : l'inflation poursuit sa hausse entamée depuis janvier 2022

Le taux d'inflation a bondi à 16,82% en avril 2022 (contre 15,92 % en mars), selon le rapport mensuel sur l'indice des prix à la consommation publié ce lundi 16 mai par le Bureau national des statistiques (NBS). Il s'agit de son plus haut niveau élevé depuis août 2021, et de sa quatrième hausse consécutive depuis janvier. Sur une base mensuelle, l'indice global de l'évolution des prix aura progressé de 1,76 % en avril 2022, contre une augmentation de 1,74 % enregistrée le mois précédent. Pour sa part, le taux d'inflation urbaine est passé à 17,35 % en avril 2022.

FONI 2022/ lancement du GURFI à Lomé/Togo

« Afrik Créances va amener de grands changements avec de nouveaux paradigmes » dixit Blaise Ahouantché PDG

Lors de la première édition du Forum international de l'intermédiation, du numérique et de l'innovation (FONI) les 05 et 06 mai 2022 à Lomé, Afrik Créances a été porté sur le fonds baptismaux de même que le tout premier Guichet unique régional et un Fonds d'impulsion aux PME/PMI (GURFI). Dans la deuxième partie de l'entretien accordé au terme du lancement, Blaise Ahouantché, Président & CEO de Afrik Créances revient ici sur les tenants et aboutissants.

La création du premier guichet unique régional pour impacter au mieux les acteurs financiers et économiques. Dites-nous quelles opportunités offre réellement ce Guichet ?

Cette question me tient vraiment à cœur et nous avons longtemps travaillé dessus avec des partenaires. Je suis un homme public. Quand j'étais aux États-Unis, j'avais rencontré pas mal de partenaires qui s'intéressent beaucoup à l'Afrique. J'ai pas mal d'amis à la Banque mondiale et au FMI. Je pense qu'aujourd'hui, le constat que nous faisons, c'est que chaque pays met en place ce que j'appelle son plan de développement. Au Bénin, c'est le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG). A, au Togo, c'est le Plan National de Développement (PND) avec des feuilles de route etc. Au Sénégal, c'est le Plan Sénégal Emergent (PSE)... Mais vous savez, un mandat, c'est souvent cinq ans et les gouvernants sont vraiment focus sur comment réussir leur plan d'actions. Au Sénégal, c'est le Plan Sénégal Emergent (PSE). Les gouvernants pour réussir leur mandat, se concentrent sur ce pourquoi ils ont été élus à la tête de leurs pays. Mais nous sommes dans un cadre d'intégration et le maillon qui manque, c'est un instrument à caractère régional. C'est pour cette raison que cette initiative a été indiquée lors du forum en insistant sur ce maillon qui favorisera une meilleure articulation entre les initiatives nationales. Aussi, ce maillon permettra-t-il de créer un cadre de sorte que les opérateurs économiques qui veulent faire du financement transfrontalier puissent s'appuyer sur un instrument du genre pour pouvoir rayonner dans la sous-région. Avec ce guichet unique, nous prendrons le temps, les prochaines années, pour réfléchir à son vrai positionnement qui permettra d'associer les bailleurs de fonds. Nous avons la BOAD, la BIDC, la BAD et la Banque Mondiale qui peuvent aider à mettre en place ce dispositif qui va travailler avec les guichets uniques nationaux pour produire des résultats satisfaisants dans ce contexte régional. Ainsi, quand nous aurons de gros projets, ce guichet unique peut intervenir pour aider les opérateurs économiques dans leurs besoins. Je vous rappelle que nous sommes dans un cadre intégré qui est la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine). Aujourd'hui, quand nous avons des projets, on les regarde dans une dimension beaucoup plus globale, c'est ce qui justifie la création de ce Guichet Unique Régional (GUR).

Parlons maintenant du Fonds d'impulsion des PME/PMI

Oui, le fonds d'impulsion ou d'intégration est la conséquence directe de ce guichet unique puisque la problématique de fond, c'est de faciliter les opérations pour les porteurs de projets. Souvent, on leur demande des garanties qu'ils n'ont pas. Donc si nous voulons faciliter le financement des PME, il faut mettre en place les instruments appropriés. Donc c'est pour ça, que nous pensons qu'il faille innover en créant un fonds qui va accompagner les initiatives. Maintenant, je ne peux pas encore vous dire comment la dotation de ce fonds va se faire. Mais quand le projet va commencer, vous aurez les informations utiles et au moment opportun.

Est-ce qu'on pourrait en savoir un peu plus sur les différentes formes d'intermédiations bancaires et financières appropriées que Afrik Créances entend développer ?

Oui, typiquement, par exemple, la première forme d'intermédiation, c'est le Courtage en crédit. A travers cette activité, Afrik Créances va développer un certain nombre de produits et services où désormais, ceux qui ont des besoins de



financement par exemple, pour acheter des maisons, louer un appartement, ceux qui ont besoin d'un crédit immobilier, de crédit de consommation ou tous autres crédits, ou des gens qui ont plusieurs crédits et qui ont envie de les réorganiser afin que ça soit optimal ou en fin des agents économiques comme les PME, les entreprises qui ont besoin de crédits professionnels...

ou par exemple, les médias qui ont envie de développer leur entreprise, pour en faire un groupe aussi puissant, ils peuvent venir au niveau de Afrik Créances. Nous allons les aider à bien structurer leurs projets et à obtenir le financement au niveau des banques. Ceci devient possible parce que, Afrik Créances, a un positionnement qui lui permet de développer plusieurs relations bilatérales en tant qu'intermédiaire en opérations de banque. A ce titre, on va avoir des accords spécifiques avec les banques et à partir de ce moment, dès que le client vient chez nous et qu'il a un besoin de financement, nous allons étudier et rendre son projet bancable, l'aider à trouver les meilleurs instruments de garantie et l'introduire auprès des banques pour le financement. Afrik Créances va devenir ainsi un raccourci pour les porteurs de projets dans leur recherche de financement. Parce que, ne nous leurrions pas, on n'est plus à l'ère où il faut avoir des fonctionnaires. Cette ère est révolue. Il nous faut maintenant des initiatives privées. C'est comme ça que nous allons contribuer à créer des emplois durables. Afrik Créances

compte donc jouer sa partition à travers ce volet de courtage en crédit. Il y a un autre volet qui est la mobilisation de ressources. Aujourd'hui, quand je regarde les canaux de mobilisation de ressources, classiquement, les gens doivent aller constituer des DAT ou bien aller sur le marché financier. Mais vous savez, aujourd'hui, grâce à la technologie, vous pouvez mobiliser beaucoup de ressources. Je vous donne un exemple très simple. Je connais des institutions qui de par des terminaux de paiement que vous voyez au niveau des commerçants, arrivent à mobiliser des centaines de millions de francs chaque jour. Donc voilà aujourd'hui, des opportunités qu'offre la technologie pour mobiliser des ressources. Afrik Créances va aussi travailler à mettre en place sa stratégie de mobilisation des ressources en faveur des banques et de manière transparente. Je pense que l'opportunité que nous avons en Afrique aujourd'hui, c'est la technologie et pour ça, il n'y a pas de limite. Il suffit simplement de regarder comment nous pouvons la mettre en œuvre de manière intelligente au profit des acteurs.

Comment cette technologie pourrait-elle servir à une meilleure inclusion financière?

C'est une excellente question. Moi, je suis convaincu que la technologie aujourd'hui est un élément fondamental pour inclure massivement les acteurs économiques. Prenez simplement le téléphone portable, les "mobile money", tout le monde à un téléphone portable, je suis convaincu que vous en avez deux au moins. C'est un instrument qu'on sous-estime et qu'on n'utilise même pas suffisamment. Il suffit simplement aujourd'hui qu'on essaie de mettre en place des applications sur ce téléphone portable et faire en sorte que les solutions déployées sur cet outil, intéressent les consommateurs. Ainsi, au travers de ces applications, on peut développer de nombreux services. Vous voyez, Facebook, Amazon, tout le monde en parle. Je suis convaincu qu'on peut avoir des équivalents d'Amazon ou Facebook dans nos pays. Moi, j'ai fait quelques temps aux États-Unis, j'ai eu la chance de faire une école assez intéressante, Harvard. Mais je vous dis, quand j'ai vu comment les gens ont pu construire des projets qui sont devenus des Mastodontes, à partir de rien du tout, j'étais étonné. Le promoteur de Facebook en est un exemple patent. Tout le monde aujourd'hui poste ses images sur Facebook et Facebook utilise ces données, justement pour devenir une entreprise mondiale. C'est pour ça que je pense que les Africains doivent

travailler aujourd'hui en regardant ce que la technologie peut apporter. C'est un vase communicant. Plus nous allons avoir d'initiatives basées sur la technologie, plus les autorités vont créer des facilités qui favorisent le développement de cette technologie et investir dans des plateformes. C'est comme ça que nous allons relever des défis. Je voudrais aussi saluer le travail qui est fait par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest sur les questions d'interopérabilité puisque demain, vous pourriez envoyer de l'argent d'un compte à un autre. C'est vraiment tout ça qui fera que, nous pouvons réussir l'inclusion financière. Et avec la plateforme que Afrik Créances va mettre en place, nous ferons tout pour pouvoir y contribuer. Le Forum (FONI) que nous venons d'organiser est aussi une plateforme pour écouter les consommateurs et les agents économiques. D'ailleurs, moi, je dis souvent que l'inclusion financière est un enjeu social global. Il faut le regarder sous un prisme plus large et voir comment chaque acteur peut jouer sa partition. L'Etat a un rôle à jouer pour garantir l'énergie, les infrastructures nécessaires mais les régulateurs ont aussi les leurs. Vous avez vu lors du Forum, le président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) était là, le Directeur National de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour le Togo était là, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), d'autres autorités et décideurs également. D'ailleurs Madame la ministre qui a assuré la clôture est la Ministre de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel du Togo. Donc les gens ont compris les enjeux. Et c'est le lieu de remercier son Excellence le Président de la République du Togo, Faure Gnassingbé qui a cru vraiment à ce projet régional. Parce que le Président a la vision de faire du Togo, un hub financier ; et nous avons trouvé que c'était une vraie vision sur laquelle nous pouvons nous appuyer pour que Afrik Créances qui est aussi un hub soit en alignement avec la vision du Chef de l'État Togolais. Pour moi, l'inclusion financière, c'est quelque chose de globalisant et tous les acteurs financiers doivent jouer leur rôle et Afrik Créances compte jouer progressivement son rôle les prochaines années en Afrique.

Mais dites-nous, vous êtes Béninois et en bon patriote, les Béninois auraient souhaité avoir ce projet au Bénin. Est-ce parce que le gouvernement béninois n'a pas été

Suite à la page 04

FONI 2022/ lancement du GURFI à Lomé/Togo

« Afrik Créances va amener de grands changements avec de nouveaux paradigmes » dicit Blaise Ahouantché PDG

prompt qu'on n'a pas eu le privilège d'avoir ce pôle au Bénin ?

Non ! Comme Afrik Créances a fondé son analyse sur des atouts et des besoins que nous avons estimés nécessaires pour le démarrage d'une telle activité à dimension africaine, on a choisi Lomé pour le bureau régional. Je puis vous dire que c'est transparent. Au Togo, il y a une concentration d'institutions au kilomètre carré, ce que vous ne trouvez pas en Côte d'Ivoire, au Sénégal, ni au Bénin. Ici, il y a aussi un hub aérien. D'ici vous pouvez rallier les États Unis, New-York etc. Vous pouvez aller dans beaucoup de pays. Il y a une concentration d'atouts ici au Togo que tous les investisseurs recherchent aujourd'hui. C'est donc pour tout cela que Afrik Créances a choisi Lomé pour son hub. Mais comme je vous l'avais dit, nous allons rayonner sur l'Afrique et le Bénin aura son tour. Je m'en voudrais même en tant que Béninois de ne pas penser à mon pays. La prochaine cible de notre action, les prochaines années, ça va être le Bénin, un pays que j'affectionne particulièrement. C'est mon pays et je me sens très fier d'être Béninois. Tous ceux qui m'ont connu, même si j'ai quitté le pays il y a plus de 30 ans, mon attachement pour le pays n'est pas discutable. Je trouve que le Bénin a beaucoup évolué, le Bénin est cité aujourd'hui dans les instances internationales comme une référence, en matière de performances financières et de digitalisation. J'y ai contribué un peu. Au moment où on élaborait le Programme d'actions du gouvernement, le président de la République m'a fait l'amitié de pouvoir apporter ma contribution. Je l'ai fait même si je n'ai pas été visible. Il y a ma petite pierre dans ce qui se passe aujourd'hui au Bénin. Je pense que ça va continuer.

Afrik Créances sera également au Bénin, le FONI, un jour, on le fera au Bénin sous la présidence de l'actuel chef de l'État. Donc moi, je raisonne Afrique. C'est comme cela ma foi, on va pouvoir régler les défis de l'intégration. Comme le disait quelqu'un, les peuples sont intégrés et si les peuples travaillent ensemble, nous allons avoir une Afrique forte. On parle du Bénin mais il y a le Nigeria, le Ghana, on doit pouvoir travailler ensemble pour relever les défis de l'Afrique.

Quels sont les autres objectifs que vise Afrik Créances à travers le FONI qui se veut un puissant outil mobilisateur des acteurs financiers à court, moyen et long terme ?

Au titre du FONI, au départ, je pensais en faire un événement chaque deux ans. Mais quand j'ai vu l'engouement hier, j'ai compris qu'on ne peut pas attendre deux ans. Beaucoup de choses vont passer. Il faudrait pendant les débuts tout au moins en faire un événement annuel. Et vu des questions, de la qualité des intervenants, vraiment, le sujet intéresse les gens. Et quelqu'un m'a même fait la confidence, d'habitude pour ces événements, on voit les gens venir à l'ouverture et on ne les voit plus, c'est fini. Mais pendant deux jours, il y avait une attention particulière, des débats intéressants sur lesquels les gens sont restés concentrés. Ce qui a le plus retenu mon attention, c'est que les autorités étaient présentes à l'ouverture et à la clôture ; il y en avait aussi dans la salle qui venaient écouter les débats. C'était très touchant. Il faut aussi la pertinence des problématiques évoquées qui ont retenu toute mon attention.

Les régulateurs sont interpellés pour apporter des réponses. Aujourd'hui, moi je dis, si nous écoutons le marché, si le FONI peut permettre de réunir les acteurs, d'être un cadre fédérateur et d'échanges, nous pourrions relever les défis de développement. C'est ce que font les pays développés ont réussi à faire. On parle des États-Unis d'Amérique mais les États-Unis d'Afrique doivent commencer à travers des initiatives du genre où les gens peuvent venir partager leurs expériences, et que les autorités, les acteurs puissent s'en saisir et créer le cadre qu'il faut pour faciliter les affaires. Ce n'est que ça, et c'est ce que le FONI compte faire. Donc à très moyen terme, l'année prochaine, les 4 et 5 mai 2023, on va faire le FONI ici même à Lomé. Vous me permettez



de penser au Bénin dans les années qui suivront. Je vous promets qu'on ira au Bénin et qu'on va placer le FONI sous l'autorité de son excellence le Président de la République Patrice Talon. Ça je vous le promets et je prendrai des dispositions dans ce sens.. Un autre objectif pour Afrik Créances, maintenant que nous commençons notre activité, sera de mettre en place tous les process. Vous savez que moi j'aime quand les choses sont bien faites. Il faut prendre le temps de mettre en place les process et voir comment au cours du troisième trimestre, nous allons pouvoir ouvrir nos portes au public afin que les gens puissent venir voir les innovations de Afrik Créances. A moyen terme, il faut recruter les

bonnes compétences, les talents qui vont travailler au sein de Afrik Créances. J'ai été très transparent hier à la clôture. J'ai dit qu'on veut les meilleurs, on ne veut pas de l'à-peu-près. On ne peut pas construire un projet

d'une telle importance avec de l'à-peu-près. Je voudrais saluer au passage le travail remarquable que font les médias. Je veux parler des médias qui nous accompagnent, et sans trahir aucun secret, L'économiste du Bénin que dirige un grand Monsieur, Léonard Dossou. Aujourd'hui on a besoin des talents, des champions. Et je considère L'économiste du Bénin aujourd'hui comme un champion de l'information économique avec un positionnement qui est très clair. Tous les décideurs aujourd'hui, chaque matin, lisent le journal L'économiste. Moi, j'étais aux États Unis mais je recevais régulièrement ce journal et je le lisais. C'est pour dire que l'Afrique doit fabriquer des champions. C'est ce que les États Unis font. Ils fabriquent des champions et ce sont ces champions-là qui drainent le pays. Donc à terme, Afrik Créances va se positionner comme un champion de l'intermédiation, et aider les gens. On va développer les différents pays, recruter les directeurs généraux de ces filiales et on va accompagner les différents États, les agents économiques conformément à la mission et la feuille de route que nous nous sommes tracée. Voilà donc un peu la mission les prochains mois et les prochaines années. Je pense qu'on ne va pas chômer, surtout que le domaine est très vaste.

Le marché financier africain a été marqué récemment par la crise liée à de la pandémie du coronavirus puis la crise Russo-ukrainienne. Au regard de votre palmarès et de vos nouvelles aventures également, quels sont les défis actuels et le visage de l'industrie bancaire ?

Vous avez raison. Malheureusement, les crises, on en aura toujours. Heureusement que, plus nous connaissons des crises, plus les États développent ce que j'appelle la résilience. Et c'est très salutaire. J'ai compris qu'il faille développer des résiliences, ce que j'appelle des plans de continuité. Il a fallu que les États se ressaisissent pour contenir cette pandémie. Si j'ai pu vous parler aujourd'hui sans garder mon masque, ça veut dire que les États ont pu développer une certaine résilience. L'industrie bancaire n'était pas

du reste parce qu'on a compris qu'elle avait un rôle important à jouer. Il suffit d'observer comment cette crise a permis aujourd'hui à l'industrie bancaire de se transformer, du moins, d'amorcer sa transformation. Un exemple simple, quand cette crise est venue, vous avez laissé vos avoirs au niveau des banques. Mais comment vous allez faire pour accéder auxdits avoirs ? Donc vous avez vu que des gens qui étaient réticents à utiliser des cartes bancaires, je me souviens quand j'étais en fonction, c'est le parcours du combattant pour les convaincre mais aujourd'hui tout le monde a commencé à utiliser les cartes bancaires. Les gens qui ne payaient pas en ligne ont commencé par le faire et mieux, les banques qui ne voulaient pas investir dans la digitalisation étaient obligées de le faire notamment le mobile banking, le e-banking, etc. Eh bien, tant mieux. Donc si les crises peuvent aider aussi les gens à se transformer, à se réinventer, c'est une bonne chose. Aujourd'hui, l'industrie bancaire se porte bien. Et la technologie également va encore jouer son rôle tout en bouleversant les habitudes. Et vous allez voir, l'arrivée de Afrik Créances va amener de grands changements avec de nouveaux paradigmes. Je n'ai pas voulu aller dans les détails mais j'ai ma vision, une connaissance assez pointue du secteur bancaire et financier. Donc, Afrik Créances viendra jouer son rôle, bouleverser les habitudes et créer de la dynamique parce qu'en réalité, c'est comme cela que nous allons pouvoir atteindre nos objectifs. Quand il y aura de la dynamique, c'est comme ça que nous allons aider nos États, les agents économiques à accéder au financement. Je pense que l'industrie bancaire a un rôle important à jouer et je pense que la crise l'a aidée à se repenser, à se transformer et à se réinventer.

Nous sommes au terme de cet entretien. Votre message à l'endroit des différents acteurs du système financier, économique, du secteur privé, les PME/PMI, surtout les Fintech, les investisseurs et opérateurs économiques.

Merci beaucoup. Vous savez, quand on accepte de porter une lourde mission comme celle que Afrik Créances va incarner les prochaines années, qui est une mission vraiment immense, et que peut-être les gens ne perçoivent pas encore, il faut rester serein et focus sur son plan d'actions. Nous allons rentrer dans l'histoire, dans cinq ans, dix ans, on parlera de Afrik Créances. Le message que je voudrais adresser aux acteurs de manière générale, c'est qu'aujourd'hui, l'Afrique est prête pour prendre son destin en mains. Je pense que nous devrions travailler à mettre en place un cadre de confiance pour tous les acteurs. Les États doivent trouver au niveau de Afrik Créances, un levier sur lequel ils peuvent s'appuyer pour réaliser leur vision. C'est pour ça que nous avons lancé le GURFI, et prévoyons également un pôle de soutien dédié à l'initiative privée des États au sein d'Afrik Créances. Les agents économiques doivent trouver réponse au niveau de Afrik Créances. Désormais, à travers notre offre de courtage en crédit au niveau de Afrik Créances les acteurs doivent avoir des répondants pour leurs projets, ainsi que les populations de manière générale à travers les plateformes que nous allons mettre en place. Nos partenaires bancaires, institutionnels ont vraiment intérêt à travailler avec Afrik Créances pour vraiment élargir l'offre de services le plus loin possible vers les populations. Je ne vais pas dévoiler tout ce que nous allons faire mais vous allez voir qu'avec Afrik Créances, il y aura un élargissement de l'offre bancaire vers les populations les plus reculées. Plus j'en parle, je me rends compte que c'est un chantier immense. On a besoin seulement que tout ça, soit placé sous la volonté de Dieu pour que nous puissions réussir avec l'appui de nos amis les médias. C'est le lieu de vous remercier car c'est grâce à vous que les populations comprendront ce que nous faisons et saisir l'occasion aussi de bénéficier de nos offres de services. C'est ce que nous allons faire les prochaines années.

Merci.

Propos recueillis par Léonard Dossou



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL



Avis d'Appel d'Offres International

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : 4230-BJ

Intitulé du Marché : Acquisition et distribution de kits scolaires au profit des adolescentes et filles scolarisées dans les 77 communes du Bénin pour les rentrées scolaires 2022-2023 et 2023-2024.

Référence : AOI N°BJ-SWEDD-280312-GO-RFB du 19 mai 2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale (Don IDA n°4230-BJ) pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin), et à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition et la distribution de kits scolaires au profit des adolescentes et filles scolarisées dans les 77 communes du Bénin pour les rentrées scolaires 2022-2023 et 2023-2024.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels ci-après : **Sacs à dos scolaires pour écoliers, Fournitures scolaires (cahier, stylo, Kit de géométrie, livres et manuels au programme en République du Bénin, Boîte de couture, Protège cahier, gomme et Taille crayon), Tissus kaki, Gel hydroalcoolique contre COVID-19 et Kits hygiéniques.** Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017 et révisé en Août 2018 et Novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de

l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, Attention : La Coordinatrice du Projet, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn, heures locales.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA.** La méthode de paiement sera en espèces ou par chèque certifié. Le dossier d'appel d'offres sera obtenu à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous sur présentation du reçu de paiement des frais d'achat ou acheminé par courrier express moyennant paiement des frais d'expédition.
6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N°1 ci-dessous : au plus tard **le 05 juillet 2022 à 10 heures 00 mn (heure de Cotonou).** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous **le 05 juillet 2022 à 10 heures 30 mn, (heure de Cotonou).**
7. Les offres doivent être accompagnées d'une **Garantie de l'offre d'un montant de : Quarante millions (40 000 000) francs CFA.**
Les offres demeureront valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date de leur ouverture.
8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Adresse N° 1 :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au quartier « Les Cocotiers » maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26, E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Adresse N° 2 :

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au quartier « Les Cocotiers » maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 19 mai 2022.



Djaoudath ALIDOU-DRAMANE
Coordonnatrice du SWEDD-Bénin



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL



Avis d'appel d'offres national

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-BJ

Intitulé du Marché : Acquisition de matériels informatiques au profit de la SoBAPS et des Jeunes Logisticiens Professionnels (JLP).

Référence : DAON N°BJ-SWEDD-280328-GO-RFB du 04/05/2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques au profit de la SoBAPS et des Jeunes Logisticiens Professionnels recrutés au profit de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels ci-après : **Ordinateurs portables et de bureau, imprimantes, Multiprises, Vidéo projecteur, Clé USB, Disque Dur Agrafeuse et scanners de documents.** Le marché est en lot unique et indivisible.
Le délai de livraison des matériels est de huit (08) à douze (12) semaines calendaires.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, Attention: **La Coordinatrice du Projet,** et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable payée en espèce de **cinquante mille (50 000) F CFA** à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous.
6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N° 1 ci-dessous : au plus tard **le 07 juin 2022 à 10 heures 00 minute (heure locale).** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous **le 07 juin 2022 à 10 heures 30 mn (heure locale).**
7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre d'un montant de : **Neuf cent mille (900 000) francs C FA.**
Les offres demeureront valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date de leur ouverture.
8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Adresse N°1

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Adresse N° 2

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 04 mai 2022



Djaoudath ALIDOU DRAMANE
Coordonnatrice SWEDD-Bénin

Guerre en Ukraine

Les argentiers du G7 veulent sauver les finances du pays



Maintenir à flot les finances de l'Ukraine. Tel est l'objectif de la réunion, en Allemagne, des grands argentiers du G7. Ils passeront en revue les répercussions en cascade sur l'économie mondiale de la guerre lancée par Moscou. Avec l'inflation notamment liée à l'envolée des prix de l'énergie, les menaces de crise alimentaire et le spectre du surendettement dans de nombreux pays en développement, l'agenda des ministres des Finances des sept puissances industrielles (Etats-Unis, Japon, Canada, France, Italie, Royaume-Uni, Allemagne) est chargé. La première urgence de ce rendez-vous, jusqu'à vendredi, est de boucler un nouveau tour de table pour couvrir le budget ukrainien du trimestre en cours.

Une aide nécessaire « maintenant »

« Je suis assez optimiste quant au fait que nous serons en mesure, avec le G7, de réunir les fonds qui permettront à l'Ukraine de se défendre au cours des mois prochains », a déclaré à l'ouverture des discussions Christian Lindner, le ministre allemand des Finances, dont le pays préside le G7 cette année. Il a évoqué des besoins supérieurs à dix milliards d'euros. Pour faire tourner le pays, Kiev demande 5 milliards de dollars par mois. Sur la colossale rallonge de 40 milliards de dollars pour l'Ukraine mise sur les rails la semaine dernière par le président américain Joe Biden, quelque 7,5 milliards devraient abonder le budget ukrainien, selon des sources ministérielles du G7. « Je demanderai à mes

homologues de se joindre à nous pour accroître leur soutien financier à l'Ukraine. L'Ukraine a (...) besoin de notre aide et ils en ont besoin maintenant », avait martelé la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, à son arrivée à Königswinter, banlieue verdoyante de Bonn (ouest) où se tient la réunion. Mercredi, la Commission européenne a de son côté proposé une « nouvelle assistance macrofinancière » à l'Ukraine pour cette année d'un montant « allant jusqu'à 9 milliards d'euros ».

Faire payer la Russie ?

La proportion de prêts et d'aides directes dans ce nouveau paquet de soutien sera au menu des discussions du G7. Il s'agit d'assurer la solvabilité de l'Ukraine « pour les prochains jours, les prochaines semaines », avait insisté Christian Lindner, à la veille des principales réunions. pour reprendre la lecture ici. Bien que la guerre continue sur le territoire ukrainien, réflexions sont déjà en cours sur l'aide à la reconstruction du pays. Et ces discussions « ne font que commencer », a souligné Mme Yellen à Königswinter, mais des pistes de financement sont évoquées comme celle d'utiliser des actifs russes gelés dans le cadre des sanctions occidentales. Si l'Allemagne juge cette hypothèse « politiquement concevable », elle souligne, à l'instar de la France, que les obstacles juridiques sont nombreux. « Il faut bien regarder les contraintes qui s'imposent à nous », souligne-t-on au ministère français des Finances. « Nous devons respecter l'État de droit, même si nous avons affaire à des

oligarques russes », avait récemment observé M. Lindner. La guerre lancée par la Russie devrait provoquer une contraction massive de l'économie ukrainienne, évaluée à 30 % par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), et même 45 % par la Banque mondiale.

Demande de transparence à la Chine

C'est toute l'économie mondiale qui est affectée par cette offensive et les sanctions contre Moscou. Sur fond d'inflation aggravée et de menace de crise alimentaire dans certains pays, le FMI a ramené sa prévision de croissance mondiale à 3,6 % cette année, contre 4,4 % projetés en janvier. « Nous assistons à de graves conséquences économiques, en particulier pour les pays à faible revenu, en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la hausse des prix mondiaux des produits agricoles », a constaté le ministre allemand des Finances. « Nous devons travailler ensemble sur la manière dont nous pouvons stabiliser l'économie mondiale », a-t-il exhorté. Alors que 60 % des pays à faible revenus sont en surendettement ou risquent de l'être prochainement, Christian Lindner appelle la Chine, « l'un des principaux créanciers mondiaux », à être « plus transparente » sur ses pratiques de prêts aux pays pauvres. « Pékin a toujours été très réticent à cet égard. Ce n'est plus justifiable : nous devons savoir rapidement qui est endetté et comment », afin de mieux coordonner l'aide à ces pays.

20 minutes

Noix de cajou

La Tanzanie cible une récolte de 400 000 tonnes de noix de cajou en 2022/2023

En Tanzanie, l'anacarde est l'un des principaux contributeurs au PIB agricole. Le pays qui est déjà le premier fournisseur de la matière première en Afrique de l'Est veut renforcer son poids sur la scène continentale dominée largement par la Côte d'Ivoire. En Tanzanie, l'heure est à l'optimisme dans la filière noix de cajou. Selon le Conseil tanzanien de l'anacarde (CBT), la production du fruit à coque est attendue à 400 000 tonnes durant la campagne 2022/2023. Ce niveau escompté serait en hausse de 69 % par rapport au volume de 236 200 tonnes récolté un an plus tôt. Dans le cadre de cette ambition, Aloyce Mwanjile, un responsable du régulateur indique que le gouvernement déploie actuellement un programme de distribution gratuite des intrants aux exploitants en prélude au début de la saison. Il s'agit notamment de 1,5 million de litres d'herbicides et 25 000 tonnes de soufre en poudre pour lutter contre les champignons. « Les coopératives qui doivent transporter les produits phytosanitaires dans les principales zones de production sont invitées à faire le travail d'une manière fiable », confie M. Mwanjile au quotidien local The Citizen. Il faut souligner que déjà la saison dernière, le gouvernement avait déjà procédé à la cession d'intrants aux producteurs, une démarche qui a permis d'accroître l'offre de 10 % d'une année sur l'autre. Dans le pays, la filière génère plus de 10 % des recettes d'exportation de marchandises.



Infrastructures

L'Afrique du Sud prépare le lancement de son propre satellite de communication



L'Afrique du Sud ambitionne de devenir un fournisseur de services télécoms, notamment pour les autres pays du continent. À cet effet, le pays multiplie les investissements dans le développement d'infrastructures spatiales. L'Afrique du Sud pourra bientôt lancer son propre satellite de communication. Khumbudzo Ntshavheni (photo), ministre des Communications et des Technologies numériques, a déclaré le mercredi 18 mai que le projet avance bon train, sans

préciser le calendrier prévu à cet effet. Le satellite permettrait de mettre en place une centrale africaine d'échange de voix, de données et d'autres moyens de communication. « Pour améliorer notre portée de connectivité à large bande et conformément à la décision du Cabinet de 2016, l'Afrique du Sud est maintenant prête à lancer son propre satellite de communication par l'intermédiaire de Sentech en partenariat avec l'Agence spatiale nationale et d'autres parties prenantes clés », a déclaré Mme Ntshavheni lors d'un vote de discours budgétaire devant une commission parlementaire. Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du programme de satellite sud-africain pour soutenir la quatrième révolution industrielle. L'élaboration du programme révisé devrait prendre entre huit et dix ans. En 2017, l'ancienne ministre des Communications, Stella Ndabeni-Abrahams, avait déclaré que son département étudiait la technologie satellitaire comme un moyen possible d'apporter la connectivité Internet à tous les Sud-Africains, y compris ceux vivant dans les milieux qui ne sont pas couverts par les réseaux terrestres.

Gabon

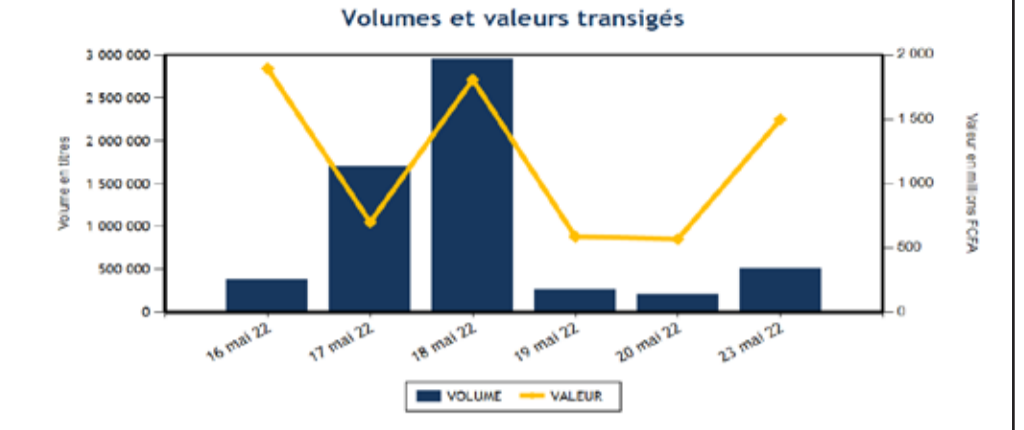
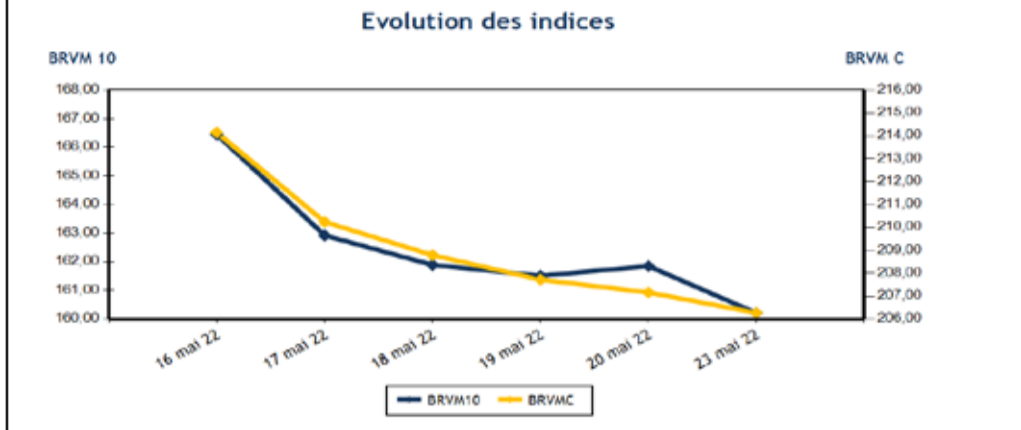
Les droits de propriété de 135 navires abandonnés à Port-Gentil retirés par la marine marchande

La Marine marchande, qui est sous la tutelle du ministère des Transports a pour mission de contribuer à la protection des biens et des personnes dans l'espace maritime, celle du milieu marin, ainsi que d'assurer la gestion rationnelle du domaine public maritime. Plusieurs propriétaires de navires viennent de se voir déchu de leur droit de propriété sur des bateaux abandonnés en état d'innavigabilité à Port-Gentil, a informé le directeur général de la Marine marchande, Fidèle Angoué Mba, dans un récent communiqué. À l'en croire, ces navires constituent un obstacle à la navigation et une menace pour l'environnement dans la ville. Dès lors, relaie Le Nouveau Gabon, « l'administration maritime se réserve le droit d'engager toutes les procédures en vue de leur enlèvement ». Ces bateaux peuvent donc désormais être mis en vente conformément à l'article 239 du Code communautaire de la marine marchande, stipulant que lorsqu'une « épave est échouée ou a été ramenée sur le rivage, l'autorité maritime compétente fait procéder à la vente après la notification au propriétaire de la décision prononçant, par application de l'article 232, la déchéance de ses droits sur l'épave ». A la procédure administrative s'ajoutent un audit environnemental des installations portuaires de l'Office des ports et des rades du Gabon (Oprag) dans la ville de Port-Gentil, du 2 au 7 novembre 2021 et du 13 au 25 mars 2022, ainsi que des communications dans le quotidien national l'Union, dans le but d'interpeller ces propriétaires sur les menaces que représentent leurs navires abandonnés de manière prolongée.



Ecofin du 23 Mai 2022

BRVM 10	160,21	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 98 lundi 23 mai 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	206,27
Variation Jour	↓ -1,01 %		Variation Jour	↓ -0,43 %
Variation annuelle	↑ 4,36 %		Variation annuelle	↑ 1,97 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 209 265 081 320	-0,43 %
Volume échangé (Actions & Droits)	437 753	117,45 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 046 017 899	117,60 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	-31,58 %
Nombre de titres en baisse	14	75,00 %
Nombre de titres inchangés	14	-6,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 861 628 736 870	0,15 %
Volume échangé	67 796	606,87 %
Valeur transigée (FCFA)	453 026 820	412,38 %
Nombre de titres transigés	6	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 820	7,45 %	-8,83 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 380	5,37 %	20,38 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 445	4,33 %	-13,99 %
BICI CI (BICC)	6 200	3,33 %	-16,22 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 500	3,26 %	-9,52 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 080	-7,30 %	6,40 %
SETAO CI (STAC)	1 535	-7,25 %	110,27 %
SOLIBRA CI (SLBC)	115 000	-7,22 %	-26,28 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	15	-6,25 %	-16,67 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 300	-5,71 %	-21,43 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	105,70	-1,43 %	-4,01 %	51 668	346 073 400	26,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	474,06	0,26 %	5,62 %	25 848	260 925 140	9,29
BRVM - FINANCES	15	76,43	-0,75 %	-0,91 %	347 051	358 733 239	7,31
BRVM - TRANSPORT	2	462,23	1,57 %	-25,70 %	150	281 190	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	336,64	-0,35 %	38,36 %	6 975	63 996 560	5,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	371,34	-0,32 %	-8,86 %	5 998	15 909 865	31,38
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 894,01	-7,25 %	110,27 %	63	98 505	18,43
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,24	
Taux de rendement moyen du marché	5,94	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,20	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 405 670,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 675 721 428,33	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,62	
Ratio moyen de satisfaction	6,52	
Ratio moyen de tendance	141,15	
Ratio moyen de couverture	70,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	6,24	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire Avenue de la République - 01 Tél : (229) 21 31 21 35 Fax : (229) 21 31 21 35	 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin 01 BP 1002 Cotonou 01 Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire Plateau - 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 1002 Cotonou 01 Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire Plateau - 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 1002 Cotonou 01 Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 SÉNÉGAL Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation 01 BP 1300 Dakar Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 SÉNÉGAL Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation 01 BP 1300 Dakar Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 SÉNÉGAL Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation 01 BP 1300 Dakar Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51	 TOGO Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation 01 BP 1002 Cotonou 01 Tél : (229) 21 31 51 51 Fax : (229) 21 31 51 51
---	--	--	---	---	---	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 UCA UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A. Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 SGI BENIN Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 BOA CAPITAL SECURITIES Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 SOCIETE DE BOURSE AGI Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 AFRICABOURSE Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BIIC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com
--	--	---	--	--	---

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	7EME
16	AMEN	63016565/67309529	
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	10EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	11EME
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	12EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	13EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Mai 2022
Lundi 2 Mai 2022
Vendredi 6 Mai 2022
Mardi 10 Mai 2022
Samedi 14 Mai 2022
Mercredi 18 Mai 2022
Dimanche 22 Mai 2022
Jeudi 26 Mai 2022
Lundi 30 Mai 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	614,01
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	772,01
Naira (NGN - Nigeria)	1,47
Cedi (GHS - Ghana)	79,20
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,96
Yen (JPY)	4,8
Yuan (CNY)	92,32
Rouble russe (RUB)	10,46
Franc Suisse (CHF)	635,35
Franc Guinéen (GNF)	0,069
Roupie indienne (INR)	7,91
Droits de tirage spéciaux (FMI)	828,35
Or (XAU)	1139128,0
Argent (XAG)	13410,18

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	300
Gari fin	Tongolo	350
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 24/05/ 2022

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 24 Mai 2022

Cours des matières Premières Mardi 24 Mai 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Aluminium		2.951,00	-13,00	-0,44%	19:28:55
Argent	Juill 2022	21,802	+0,128	+0,59%	20:25:54
Avoine		616,30	+4,05	+0,66%	20:20:04
Bétail	Juin 2022	132,98	+1,40	+1,06%	20:04:59
Blé américain	Juill 2022	1.193,40	+24,40	+2,09%	20:19:59
Bois de construction	Juill 2022	669,50	+2,20	+0,33%	20:14:55
Bovins d'engraissement	Août 2022	165,62	+0,42	+0,25%	20:05:05
Cacao américain	Juill 2022	2.439,00	+10,00	+0,41%	19:29:00
Café de Londres	Juill 2022	2.036,00	-18,00	-0,88%	18:30:02
Café US C	Juill 2022	215,58	-0,27	-0,13%	19:30:06
Coton américain	Juill 2022	142,62	+0,35	+0,25%	20:19:59
Cuivre	Juill 2022	4,3400	+0,0650	+1,52%	20:25:56
Cuivre		9.515,00	+93,00	+0,99%	19:30:01
Cuivre	Juin 2022	3,8038	-0,0332	-0,87%	20:25:59
Essence RBOB	Juill 2022	423,25	-6,65	-1,55%	20:20:04
Farine de soja	Juill 2022	3,7531	+0,0140	+0,37%	20:25:59
Fioul	Juin 2022	1.067,62	+10,62	+1,00%	20:25:55
Gasoil Londres	Juill 2022	8,788	+0,610	+7,46%	20:25:59
Gaz naturel	Juill 2022	80,54	-0,39	-0,48%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Juill 2022	176,78	+4,33	+2,51%	20:00:01
Jus d'orange	Juill 2022	786,10	+7,10	+0,91%	20:19:59
Maïs américain		27.502,50	-328,50	-1,18%	19:30:01
Nickel	Juin 2022	1.853,83	+11,73	+0,64%	20:25:59
Or	Juin 2022	1.973,50	+33,80	+1,74%	20:21:12
Palladium	Août 2022	110,72	+0,73	+0,66%	20:25:58
Pétrole Brent	Juill 2022	110,25	-0,03	-0,03%	20:25:59
Pétrole brut WTI	Juill 2022	952,65	+11,55	+1,23%	20:25:31
Platine	Juin 2022	110,60	+1,73	+1,58%	20:04:57
Porc	Juill 2022	17,268	+0,103	+0,60%	20:19:10
Riz Paddy	Juill 2022	1.687,38	-18,62	-1,09%	20:19:56
Soja américain	Juill 2022	19,73	-0,22	-1,10%	18:59:00
Sucre américain		1.855,22	+8,55	+0,46%	20:25:58
XAU/USD		3.782,50	+75,50	+2,04%	19:29:17
Zinc					

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
		Bembéréké	Bembéréké	jeudi
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
Donga	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUEDJJI

(Correspondant Mono-

Couffo)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique)

La Mauritanienne Fatimetou Abdel Malick élue Présidente pour 03 ans

Déroulé du 17 au 21 mai 2022 à Kisumu, au Kenya, le Sommet Africités 9 n'a pas seulement permis de discuter des questions d'intérêts majeurs pour le continent africain. La troisième journée de cette rencontre a enregistré l'Assemblée générale élective de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) au terme de laquelle, les nouveaux membres du bureau de l'organisation ont été élu, avec à leur tête, la Mauritanienne Fatimetou Abdel Malick. Lire le communiqué final de l'AG élective.

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE 9^e SOMMET AFRICITÉS****MME. FATIMETOU ABDEL MALICK ÉLUE NOUVELLE PRÉSIDENTE DE CGLU AFRIQUE**

Kisumu, 19 Mai 2022

Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique)**La Mauritanienne Fatimetou Abdel Malick, nouvelle Présidente**

La troisième journée d'Africités a été marquée par l'assemblée générale élective de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique). L'assemblée générale a élu les nouveaux membres du bureau de l'organisation, à savoir les 45 membres du Conseil panafricain de CGLU Afrique, les 15 membres du Comité exécutif, les 5 membres du Comité de gestion financière de CGLU Afrique, les 5 Vice-présidents, parmi lesquels la Région de Nouakchott, Mauritanie représentée par sa Présidente, **Mme Fatimetou Abdel Malick, a été élue nouvelle Présidente de CGLU Afrique.**

"Le mandat qui débute sera le mandat de tous les défis, que nous ne pourrions relever qu'ensemble et chacun séparément dans son segment. Pour ma part, je m'efforcerais de porter notre voix aussi loin et le plus efficacement possible et à contribuer à faire de notre organisation un acteur incontournable à l'échelle du continent mais aussi sur le plan international", a-t-elle déclaré.

La nouvelle équipe dirigeante de CGLU Afrique élue pour un mandat de 3 ans est composée comme suit :

Présidence de CGLU Afrique (5 Vice-présidents) : Région de Nouakchott (Mme Fatimetou Abdel Malick), Comté de Kisumu (Prof. Peter Anyang' Nyong'o), Ville de Libreville (Mme Christine Mba Ndutume), Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (Hon. Claude Paulin Danho), et Association des Autorités Locales du Botswana (Mr. Jeffrey Sibisibi) ; auxquels il faut ajouter, ex officio, la Ville de Banjul, Gambie, Présidente du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique, REFELA (Mme Malick Lowe).

La Région de Nouakchott représentée par Mme Fatimetou Abdel Malick, a été élue nouvelle Présidente de CGLU Afrique jusqu'à la prochaine assemblée générale prévue en 2025. Comité exécutif de CGLU Afrique (15 membres) : Comté de Kisumu (Kenya) ; Association des autorités locales du Rwanda. RALGA, (Rwanda) ; District de Victoria (Seychelles) ; Association des Autorités Locales du Botswana (BALA), Association des Autorités Locales d'Afrique du Sud (SALGA) ; Ville de Kwe Kwe, Zimbabwe ; Fatière des Communes du Togo (FCT) ; Association des Autorités Locales du Nigeria (ALGON) ; Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) ; Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) ; Ville de Libreville, Gabon ; Association des Maires de Congo (AMC) ; Région de Nouakchott ; Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux, (AMPCC, Maroc) ; et le Gouvernement du Caire (Egypte).

L'Association des Gouvernements Locaux d'Afrique du Sud, SALGA (Cllr. Bheke Stofile) a été désignée pour être la candidate de l'Afrique pour la Co-Présidence de l'organisation mondiale de CGLU.

"Avec les femmes aux commandes de notre organisation, CGLU Afrique confirme sa détermination à mettre les femmes au centre. C'est l'Afrique qui gagne ! C'est ce que le monde devrait savoir sur l'Afrique", a déclaré le secrétaire général de CGLU Afrique, Jean Pierre Elong Mbassi.

Journée femme : Améliorer les droits des femmes jusqu'à ce que nous atteignons l'égalité des genres

Les femmes étaient à l'honneur lors de la journée femme à Africités 9. Améliorer les droits des femmes jusqu'à ce que l'égalité des genres soit atteinte, est l'une des principales ambitions de CGLU Afrique. Au cours de la session de débats organisée par le Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA), les participants ont convenu qu'assurer la propriété foncière aux femmes à travers le continent est l'un des moyens d'atteindre cet objectif. Il s'agit d'un facteur essentiel pour l'autonomisation sociale et économique des femmes africaines, qu'elles vivent en milieu urbain ou rural. Le rôle des femmes en tant qu'actrices du développement économique et durable des territoires doit être confirmé. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la campagne du REFELA, pour "L'autonomisation économique des femmes". "L'agriculture est le secteur le plus important dans la plupart de nos économies, contribuant à plus de 20 % du PIB, et elle dépend fortement des femmes pour le travail, le commerce et la transformation des produits agricoles. Par conséquent, si vous voulez vraiment émanciper les femmes et être inclusif dans le développement, il est important d'aborder le droit fondamental à la terre pour les femmes. Lorsque les femmes savent qu'elles possèdent la terre, elles peuvent prendre des décisions ayant un impact à long terme sur celle-ci. L'un des moyens d'y parvenir est de veiller à l'harmonisation des lois, telles que les lois traditionnelles, les lois sur le mariage, les lois foncières et les constitutions, afin d'éviter tout conflit et de faire en sorte que les constitutions garantissent les droits fonciers des femmes", a déclaré Joan Kagwanja, responsable de l'initiative sur la politique foncière de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. A l'occasion de la journée de la femme, le REFELA a présenté " la Charte des autorités locales pour l'égalité des genres en Afrique." qui se veut un instrument politique en faveur du renforcement des droits des femmes au niveau des gouvernements sous-nationaux et locaux en Afrique. Cette Charte engage les territoires à lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes afin de garantir leur inclusion dans les programmes de développement des villes et territoires d'Afrique. Cette réponse des collectivités territoriales africaines mérite d'être considérée au-delà de la simple adhésion.

Les jeunes ne doivent pas hésiter à se proposer comme dirigeants.

La jeunesse africaine, dans sa grande diversité, est sous-représentée dans le processus décisionnel. Cette première Journée jeunes d'Africités a abordé la manière d'améliorer l'implication de la jeunesse africaine pour qu'elle joue un rôle décisif dans la gouvernance locale ainsi qu'au niveau national. "Nous galvanisons l'énergie des jeunes leaders élus d'Afrique pour faire face à ces questions de politiques qui ne sont pas propices au développement des jeunes. Les jeunes ne doivent pas hésiter à se proposer comme leaders. Les jeunes d'Afrique ne doivent pas se dégonfler pour emprunter la voie difficile de la lutte et s'assurer que leurs voix sont entendues, car les vrais décideurs ne sont pas seulement des auditeurs et des bénéficiaires des programmes et des déclarations des jeunes. Regardez, à l'âge de 27 ans, j'ai été capable de passer par la voie difficile d'une élection, en battant des personnes âgées et riches qui sont généralement cupides et n'ont aucune vision pour transformer les vies et nous donner l'Afrique que nous voulons voir et c'est pourquoi je demande à tous les jeunes de ne pas avoir peur parce que c'est leur continent et ils sont à blâmer s'ils ne portent pas le manteau du leadership", a déclaré George Mwanza, maire de Chipata en Zambie.

Engager des territoires plus vastes et équilibrés

Au cours de cette journée, la question de la mobilisation des bons partenariats dans les villes intermédiaires a été au cœur des débats. En plaçant les villes intermédiaires au cœur des stratégies urbaines nationales, les dirigeants nationaux et locaux donneront une seconde chance à l'Afrique en engageant des territoires plus vastes et équilibrés, ne laissant personne et aucun endroit derrière. The City We Need Now ! est un manifeste et une campagne pour l'Afrique que nous voulons. Cette campagne ne s'arrêtera pas au sommet de Kisumu. Les organisateurs de la campagne continueront à faire passer le message et à nourrir des ambitions pour les villes africaines en vue de la 11e session du Forum urbain mondial organisé par ONU-Habitat à Katowice, en Pologne, du 26 au 30 juin 2022, ainsi que de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27) qui se tiendra à Sharm El-Sheikh du 7 au 18 novembre 2022. La campagne engagera le niveau national et infranational, les organisations gouvernementales régionales et locales, la société civile et les organisations de base, les professionnels de la ville, les chercheurs, les groupes de jeunes et de femmes et les médias. Le 20 mai au matin, l'accent sera mis sur la cérémonie d'ouverture officielle du segment politique, marquée par le dialogue entre d'anciens chefs d'État et de jeunes élus âgés de 35 ans ou moins dirigeant une administration locale en tant que maire ou président d'une administration locale infranationale.

Dans l'après-midi se tiendront en parallèle, la réunion des ministres, la réunion des maires et dirigeants de collectivités territoriales, et la réunion des partenaires au développement.

Résumé vidéo Jour 3 : <https://www.youtube.com/watch?v=otXpekgLdas>

Vidéo Point de presse jour 3 : <https://www.youtube.com/watch?v=cbkVBIVAMCU>

Press contact: media@africities.org

Santé

Les règles de consultation chez le dentiste

D'après le gouvernement français, 6 millions de personnes ont bénéficié du dispositif 100 % santé pour des soins dentaires depuis son application dans le secteur, le 1er janvier 2020.

En 2021, ce sont ainsi environ 55 % des actes prothétiques dentaires qui ont été réalisés sans que les patients n'aient rien à déboursier, contre 20 % avec un reste à charge modéré au sein du panier à tarifs maîtrisés. Mais en dehors de ces offres spécifiques, les tarifs peuvent très vite grimper dans le cadre d'honoraires libres. Certains particuliers font alors le choix de se tourner vers des centres dentaires low cost, au risque d'y laisser parfois leurs dents. Ainsi, cinq ans après le scandale de Dentaxia, dans lequel près de 3.000 personnes avaient été mutilées, une enquête judiciaire a été ouverte à l'automne 2021 à l'encontre de la chaîne Proxidentaire pour mise en danger de la santé humaine et fraude. Une actualité qui a conduit le ministère de la Santé et le Conseil national des chirurgiens-dentistes à lancer une campagne sur les bonnes pratiques dans les lieux de soins bucco-dentaires.

Les bons réflexes

Il est ainsi rappelé que tout professionnel doit informer



clairement son patient des soins dont il a besoin, du traitement proposé mais aussi des alternatives existantes, en lui laissant de surcroît le temps de réflexion nécessaire. S'il s'agit de vous poser un implant ou une prothèse, sachez également que votre chirurgien-dentiste doit vous communiquer les documents justifiant sa traçabilité. Concernant les tarifs, il est obligatoire de présenter plusieurs devis dès lors que les soins proposés atteignent 70 euros. Le professionnel ne doit en aucun cas vous inciter à souscrire un prêt pour financer le traitement et ne

peut pas non plus vous imposer un paiement complet à l'avance. Un acompte raisonnable peut en revanche être demandé lorsque le coût est élevé. Attention, des tarifs trop attractifs doivent vous alerter et vous inciter à réaliser des devis auprès d'un autre centre dentaire. Au besoin, sachez que vous pouvez faire une demande écrite pour obtenir une copie de votre dossier médical afin de la transmettre à un autre dentiste. La loi impose aux professionnels de santé de la fournir sous 8 jours ou dans les 2 mois pour les dossiers de plus de cinq ans.

20 munites.fr

Soutien à la production agricole

Des tonnes d'engrais en exportation du Bénin arraisonnés

En dépit des mises en garde du gouvernement, des citoyens continuent de faire sortir du Bénin, l'engrais destiné à la production agricole et subventionné par l'Etat. Mais, c'est sans compter la vigilance de la Police républicaine.

● Falco VIGNON

40 sacs de 50kg d'engrais dans 2 tricycles interceptés à Porga au Nord Bénin ; 45,950 Tonnes d'engrais NPK à Malanville ; à Datori 3 tonnes d'insecticides en provenance du Togo ; à Ouaké 60,4 Tonnes d'engrais maïs Sodéco, détenus par un malien ; 1,250 Tonnes de NPK dans un véhicule à Immatriculation nigérienne à Malanville ; 57 sacs de 50kg d'engrais à Madékali ; 50 Tonnes d'engrais Sodéco dans des camions à Immatriculation malienne à Djougou ; 40 autres Tonnes d'engrais à Malanville dans la zone de Bodjékali. Les efforts consentis par le gouvernement béninois pour soutenir les producteurs et accroître la productivité semblent ne pas aller à eux du moins, pas comme l'aurait souhaité l'Etat. Des trafics frauduleux de plusieurs tonnes d'engrais et insecticide ont



cours notamment dans le Nord du pays et en direction de pays voisins. Toute chose qui plombe les efforts du gouvernement et ne permettrait pas d'atteindre les résultats attendus. Mais la Police Républicaine ne baisse pas les bras et entend en découdre avec toutes velléités susceptibles de mettre à mal les efforts en cours. « Lors du point de la situation, les contrevenants subiront la rigueur de la loi. Tous les agents civils et militaires ne doivent en aucune manière s'impliquer dans les manœuvres frau-

duleuses », a déclaré Alabi Soumaïla Yaya, contrôleur général de Police et Directeur général de la Police républicaine. Il faudra en découdre avec les indélébiles et c'est pourquoi, le DGPR a invité les populations à collaborer en dénonçant toute manœuvre du genre. Face à la cherté de la vie, c'est bien une manière de soulager la peine des producteurs en mettant à leur disposition les intrants. Ces intrants acquis chèrement ne doivent en aucun cas sortir frauduleusement du territoire national.

Lutte contre la traite des enfants

Les ministres en charge des droits humains en réunion ce 26 mai

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Bureau Régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) organisent une réunion de haut niveau des ministres en charge de la protection des droits des enfants. La rencontre prévue pour le jeudi 26 Mai 2022 à Banjul en Gambie, rentre dans le cadre de la mise en œuvre du projet PAPEV (Projet d'appui à la protection des enfants victimes de violations de leurs droits).

● Félicienne HOUSSOU

Les Ministres en charge des droits humains des États membres de la CEDEAO, bénéficiaires du PAPEV se réunissent autour du thème « Évaluation des expériences de collaboration transnationale dans la lutte contre la traite des enfants, l'exemple du PAPEV et mise en place de stratégies pour appuyer les processus législatifs pour la protection des enfants victimes d'abus et de violations de leurs droits en Afrique de l'Ouest ». Dans un communiqué publié dans ce cadre, la commission de la CEDEAO indique que cette rencontre vise, entre autres, à partager les expériences et les bonnes pratiques des États membres en matière de promotion des droits de l'enfant et de protection contre les violences notamment la traite des enfants, mais aussi et surtout formuler et adopter une Déclaration de Banjul visant la création d'un environnement sécuritaire et juste pour les enfants victimes de violation de leurs droits ainsi que leur prise en charge juridique, judiciaire et sociale dans l'espace CEDEAO. Outre les Ministres et Directeurs nationaux en charge du Genre et de la Protection des Enfants/droits



humains des Etats bénéficiaires du PAPEV, la réunion de Banjul connaîtra également la participation des Présidents de Comités Nationaux de Pilotage du PAPEV, les Représentants de la Commission de la CEDEAO (CSAG, Direction des Affaires Humanitaires et Sociales, CCDG) ; le HCDH y compris les Coordonnateurs pays du PAPEV; l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement et les Organisations de la Société Civile et partenaires (Plan International, WILDAF, UNICEF, Save the Children, SOS Village d'enfants, Enda Jeunesse Action).

Les travaux seront précédés du 23 au 25 mai 2022 à Banjul, d'une réunion

des Directeurs/Experts en charge du Genre et de la Protection des Enfants et des directeurs et experts en charge des droits humains. En effet, financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), le PAPEV est mis en œuvre par le HCDH et la CEDEAO à travers six pays que sont la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal. Il vise à appuyer les Etats bénéficiaires à renforcer leurs cadres juridiques nationaux de promotion des droits de l'enfant, l'accès aux offres de services pour les enfants victimes de violences, abus, négligences et exploitations et renforcer la collaboration et la coopération au niveau régional dans la protection des enfants.

Investissement

Une délégation turque à la GDIZ

Glo-Djigbé Industrial Zone (GDIZ) a reçu le mercredi 18 mai 2022, la visite d'une délégation de la Turquie composée de Engin Tuncer, Consul Honoraire d'Istanbul, Mehmet Atar, Vice-Consul Honoraire d'Istanbul et de Guzel UCAR, deuxième Secrétaire de l'ambassade de la Turquie au Bénin.

● Falco VIGNON

Ils sont allés visiter les installations, découvrir les opportunités afin de mieux s'informer et voir dans quelle mesure en faire profiter aux investisseurs turcs. Le chantier de la GDIZ (Glo-Djigbé Industrial Zone) qui se dresse au bord de la Route nationale inter-Etats n°1 demeure au cœur des grandes curiosités. Initiative singulière en Afrique, la délégation de la Turquie a découvert en détail ce qui s'y fait et les ambitions du Bénin sur cet espace de plus de 3000 hectares. Durant cette descente, la délégation s'est entretenue avec l'équipe en charge du développement du parc textile de la GDIZ.



Des idées de collaboration avec les investisseurs Turcs ont été ébauchées à l'occasion de cette visite. La délégation a suivi un exposé sur les modalités du déroulement des activités de production et la commercialisation dans la zone, toute chose qui les a réjouies et a stimulé leur intérêt. Après les diverses présentations et la visite des installations, Engin Tuncer, Consul Honoraire

d'Istanbul a confié : « Le Bénin est en train d'amorcer un développement économique certain avec la mise en place de cette première zone industrielle du pays ». Cette visite faudrait-il le préciser fait suite à une série d'autres qui visent toutes à mieux faire connaître la GDIZ et ses atouts aux différentes associations professionnelles, corps constitués et autres inventeurs présents au Bénin.



FNDA FONDS NATIONAL
DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BENIN



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

APPEL À PROJETS

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec le soutien de la Coopération Suisse, lance un appel à projets pour la subvention des initiatives agricoles à caractère privé au profit des OPA et des MPME

~~DATE LIMITE : 13 MAI 2022~~



Délai prorogé jusqu'au
03 juin 2022

Formulaire de soumission et
informations disponibles
sur le site internet

www.fnda.bj

Pour toute demande d'informations complémentaires, rendez-vous à l'ATDA du ressort territorial de la commune concernée ou par mail à contact@fnda.bj